

[fr](#)

[Press release](#) | 21.10.2010

UE-Israel

La députée Malika Benarab-Attou demande à la Commission européenne d'exiger l'indication réelle du pays d'origine sur les produits importés des colonies israéliennes

Contexte: Un règlement est en cours de révision par le Parlement européen : il cherche à donner une meilleure indication aux consommateurs européens sur l'origine géographique des produits importés dans l'Union européenne.

Le droit communautaire prévoit des mesures répressives en cas d'infraction de "tromperie sur l'origine", mais les Etats ont encore différentes pratiques pour identifier l'origine des produits importés : la Commission pourrait proposer des lignes claires en cas de doute sur l'origine réelle des produits, notamment dans le cas épineux des produits des colonies israéliennes.

La députée européenne demande à la Commission européenne de ***"travailler à la résolution de cette situation inacceptable, en uniformisant les pratiques de marquage d'origine dans l'Union pour les produits agricoles provenant d'Israël et des territoires palestiniens."***

Malika BENARAB-ATTOU a rappelé que ***"la majorité des terres agricoles en territoires palestiniens est occupée par des colons gardés par l'armée israélienne, ils exportent chez nous via AGREXCO ou SodaClub, or nos consommateurs lisent qu'ils sont 'Fabriqués en Israël'."***

Malgré les arrêts de la Cour de justice européenne, les opinions de la Cour internationale de justice et les nombreuses actions civiques en Europe, la députée, membre de la Commission des affaires étrangères du Parlement européen a déploré que ***"nous, Européens, ne savons toujours pas effectivement si nous achetons des produits réellement fabriqués en Israël ou issus des colonies israéliennes en territoires palestiniens"***.

La députée a conclu son intervention en affirmant que ***"nos citoyens ne veulent plus être les dupes de la stratégie commerciale de la colonisation israélienne, témoins malgré eux d'importations violant le droit international, rappelant un pilier de sa politique pour l'UpM: "l'Union pour la Méditerranée ne pourra pas se faire sur la base de la violation du droit par l'Etat d'Israël, cela est essentiel."***

Recommended

News

European Union



[Plenary Flash 22 - 25 April 2024](#)

19.04.2024

Study

© Christoph Diewald | Flickr



[Alternatives for a fair and sustainable partnership be...](#)

17.04.2024

Press release



[EUCO: EU Strategic Agenda needs to focus on climate ch...](#)

17.04.2024

Study

Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0 Germany



[A rethink of the EU's strategy in the Sahel](#)

15.04.2024

Please share

[.E-Mail](#)